- la société des télécommunications du Togo (TOGO TELECOM);
- la société Togo Cellulaire (TOGO CEL);
- le centre de maintenance des télécommunications de Lomé (CMTL).

Art. 42 : Les institutions et organismes sous tutelle sont régis dans leurs attributions, structures et fonctionnement par les textes qui les créent.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 43 : Les directeurs généraux peuvent, en cas de besoin, être assistés d'adjoints.

Art. 44 : Le directeur de cabinet, le secrétaire général, les directeurs généraux et les directeurs sont nommés par décret en conseil des ministres sur proposition du ministre de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications.

Art. 45 : L'attaché de cabinet, les conseillers techniques, les directeurs généraux adjoints, les directeurs régionaux et les chefs de divisions sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 46 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires notamment le décret n° 2001-011/PR du 21 février 2001 portant attributions et organisation du ministère de l'Équipement, des Mines, de l'Énergie et des Postes et Télécommunications.

Art. 47 : Le ministre de l'Équipement, des Transports et des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Fait à Lomé, le 28 octobre 2005

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Edem KODJO

Le ministre de l'Équipement, des Transports
et des Postes et Télécommunications
Kokouvi DOGBE

DECRET N° 2005-100/PR portant attributions et organisation du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

Sur le rapport du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat ;

Vu la Constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu le décret n° 82-147 du 11 mai 1982, fixant les principes généraux d'organisation des départements ministériels ;

Vu le décret n° 2005-055/PR du 8 juin 2005 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le décret n° 2005-058/PR du 20 juin 2005 portant composition du gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

CHAPITRE I^{er} : ATTRIBUTIONS

Article premier : Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat a pour mission de mettre en œuvre la politique nationale en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat.

Art. 2 : Le ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat exerce les attributions suivantes :

- l'organisation, la coordination, le contrôle et le développement de toutes les activités relatives au commerce, à l'industrie et à l'artisanat ;
- l'élaboration des projets de textes législatifs et réglementaires en matière de commerce, d'industrie et d'artisanat, ainsi que la conception des plans et programmes de développement desdits secteurs ;
- la promotion des échanges et l'application des accords internationaux ;
- la vérification des instruments de mesures et le contrôle de la qualité des produits et services ;
- la tutelle des établissements publics et des entreprises publiques ayant pour objet le commerce, le développement industriel et l'artisanat.

CHAPITRE II : ORGANISATION

Art. 3 : Le ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat comprend :

- le cabinet ;
- les services centraux
- les services extérieurs ;
- les organismes et institutions rattachés.

SECTION 1^{re} - LE CABINET

Art. 4 : Le cabinet du ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat comprend :

- le directeur de cabinet ;
- l'attaché de cabinet ;
- les conseillers techniques ;
- le chef du secrétariat particulier.

Art. 5 : Le directeur de cabinet est le collaborateur direct du ministre. Il veille à l'exécution des directives du ministre, assure la gestion administrative du cabinet et supervise le fonctionnement de tous les services du ministère.

Le directeur de cabinet peut recevoir du ministre délégation de signature par arrêté pour des actes relevant des attributions du département.

Art. 6 : L'attaché de cabinet seconde le directeur de cabinet. Il est chargé notamment de l'organisation des audiences et du protocole du ministre, des missions et voyages du ministre et toutes autres missions à lui confiées par le ministre.

Art. 7 : Les conseillers techniques sont chargés de donner au ministre, chacun dans son domaine de compétence, leurs avis et propositions sur les dossiers qui leur sont confiés.

Ils sont habilités à transmettre les directives du ministre aux directeurs et aux chefs de service et à veiller à leur bonne exécution.

Art. 8 : Le chef du secrétariat particulier est chargé de :

- l'organisation et de la gestion du secrétariat particulier du ministre ;
- la programmation des audiences du ministre en relation avec l'attaché de cabinet ;
- l'exécution de toutes autres tâches à lui confiées par le ministre.

SECTION 2 - LES SERVICES CENTRAUX

Art. 9 : Les services centraux du ministère du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat comprennent :

- le secrétariat général ;
- la direction de l'industrie ;
- la direction du commerce intérieur et de la concurrence ;
- la direction du commerce extérieur ;
- la direction de la qualité et de la métrologie ;
- la direction de l'artisanat ;
- la direction des affaires communes.

Paragraphe 1^{er} : le secrétariat général

Art. 10 : Le secrétariat général est l'organe permanent de gestion technique et administrative. Il est chargé de la coordination des activités des services centraux et régionaux placés sous son autorité.

Paragraphe 2 - La direction de l'industrie

Art. 11 : La direction de l'industrie est chargée de :

- la mise en œuvre de la politique industrielle du gouvernement en vue de la promotion des activités industrielles publiques et privées ;
- l'élaboration de projets de lois et de propositions de mesures visant à l'amélioration de l'environnement administratif et réglementaire des entreprises industrielles ;
- la promotion et du contrôle de l'implantation des unités industrielles aux fins de :
 - la valorisation des matières premières locales ;
 - la répartition géographique des pôles de développement industriel ;
 - la protection de l'environnement ;
- suivi du respect des dispositions réglementaires qui régissent le secteur ;
- la promotion de la technologie, des investissements et de la coopération industrielle ;
- la contribution au renforcement du rôle du secteur privé dans la création d'emplois et de richesses ;
- la collecte, de la centralisation et du traitement des données de base du secteur aux fins de :

- la mise en œuvre et du suivi de la stratégie sectorielle ;
- la réalisation des études prospectives et de conjoncture relatives au secteur ;
- la délivrance des agréments et des certificats d'origine des produits manufacturés au niveau communautaire ;
 - l'examen, avec les services concernés, des demandes d'agrément aux différents codes des investissements.

Art. 12 : La direction de l'industrie comprend cinq (5) divisions :

- la division du développement industriel et de la promotion de la qualité ;
- la division de la programmation et de la prospective ;
- la division des affaires juridiques et du contrôle ;
- la division de la promotion de la technologie, des investissements et de la coopération industrielle ;
- la division administrative et financière.

Paragraphe 3 - La direction du commerce extérieur

Art. 13 : La direction du commerce extérieur est chargée de :

- la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de commerce extérieur ;
- l'application des lois et des règlements relatifs au commerce extérieur ;
- la contribution à la conception et de la mise en œuvre des mesures d'encouragement de la production pour l'exportation et de promotion des échanges ;
- la contribution à l'organisation et à l'encadrement de la participation du pays aux foires et manifestations commerciales ;
- la collecte, du traitement et de la diffusion d'informations relatives au commerce extérieur et aux possibilités d'accès aux marchés, en collaboration avec les missions commerciales à l'étranger ;
- l'élaboration de projets de lois et de règlements relatifs au développement des activités du commerce extérieur et compatibles avec les exigences des programmes d'intégration et du commerce international ;
- la contribution à la préparation et à la conduite des négociations commerciales et des accords économiques et commerciaux ;

- l'enregistrement et l'encadrement des opérateurs économiques importateurs exportateurs ;
- l'élaboration, l'analyse et l'exploitation des statistiques du commerce extérieur.

Art. 14 : La direction du commerce extérieur comprend trois (3) divisions :

- la division des échanges et des organisations internationales ;
- la division des importations, des exportations et des statistiques ;
- la division des affaires administratives et financières ;

Paragraphe 4 - La direction du commerce intérieur et de la concurrence

Art. 15 : La direction du commerce intérieur et de la concurrence est chargée de :

- la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière de commerce intérieur, de la concurrence et de la prévention des fraudes ;
- assurer une meilleure implication des opérateurs économiques nationaux au commerce de distribution ;
- contrôle de la qualité des produits de consommation ;
- la réduction et de l'élimination des pratiques restrictives de la concurrence ;
- l'élaboration et de la proposition de projets de lois et de règlements relatifs au commerce intérieur ;
- l'application et du contrôle de la réglementation en matière de commerce intérieur, des prix, de la concurrence et de la prévention des fraudes.

Art. 16 : La direction du commerce intérieur et de la concurrence comprend cinq (5) divisions :

- la division d'étude des dossiers d'installation ;
- la division de la réglementation et du contentieux ;
- la division des études et des statistiques ;
- la division du contrôle de la concurrence et de la prévention des fraudes ;
- la division administrative et financière.

Paragraphe 5 - La direction de la qualité et de la métrologie

Art. 17 : La direction de la qualité et de la métrologie est chargée de :

- l'expertise des produits de base et leurs dérivés à l'exportation et à l'importation ;
- la défense du label qualité des produits de base et leurs dérivés ;
- suivi du fonctionnement des accords internationaux relatifs aux produits de base et leurs dérivés ;
- la répression des fraudes en matière du commerce des produits de base et leurs dérivés ;
- l'élaboration et du suivi de l'application de la réglementation en matière de métrologie légale et de la répression des fraudes y relatives ;
- l'organisation de l'approbation et de l'homologation des modèles, des contrôles primitifs et périodiques des instruments de mesures ;
- l'information et de la sensibilisation des administrations, des opérateurs économiques, des consommateurs et de tout autre utilisateur sur la métrologie légale ;
- l'arbitrage, en cas de litige ou de contentieux, dans les transactions basées sur la mesure entre fournisseur et consommateur ;
- la mise en place et de la surveillance du système national de métrologie.

Art. 18 : La direction de la qualité et de la métrologie comprend six (6) divisions :

- la division des laboratoires ;
- la division du super contrôle et du contentieux ;
- la division des statistiques ;
- la division de l'inspection chargée de la promotion de la qualité et de la vulgarisation ;
- la division de la métrologie ;
- la division administrative et financière.

Paragraphe 6 - La direction de l'artisanat

Art. 19 : La direction de l'artisanat est chargée de :

- l'application de la politique de promotion artisanale et de l'élaboration des programmes et plans d'actions nécessaires à sa mise en œuvre ;

- l'application de la réglementation propre aux activités, professions, coopératives et entreprises artisanales et de la proposition des adaptations qu'elle appelle ;
- l'encouragement et de la facilitation des études de projets artisanaux et de l'examen des demandes d'agrément et d'installation des artisans individuels, des coopératives et groupement d'artisans ;
- contrôle de l'application de la réglementation artisanale.

Art. 20 : La direction de l'artisanat comprend cinq (5) divisions :

- la division de l'apprentissage, de la formation et du perfectionnement dans le secteur artisanal ;
- la division de la législation, de la réglementation, des agréments et de l'inspection ;
- la division de la promotion de la diffusion, de l'assistance et de la coopération ;
- la division des études, de la recherche et de la programmation ;
- la division administrative et financière.

Paragraphe 7 - La direction des affaires communes

Art. 21 : La direction des affaires communes est chargée de :

- la planification, de la synthèse après étude avec les services concernés, des projets de budget de fonctionnement en vue de leur présentation à la direction du budget ;
- suivi de la procédure de planification des projets d'investissements (budget d'investissement et d'équipement) ;
- la gestion du personnel, des crédits de matériel et d'équipements alloués au département ;
- suivi de la gestion des structures et des effectifs du département ;
- la définition de la politique de formation et de carrière du personnel ;
- la recherche des sources de financement en rapport avec les autres services techniques compétents ;
- l'information et de la documentation.

Art. 22 : La direction des affaires communes comprend trois (3) divisions :

- la division administrative et financière ;
- la division des ressources humaines ;
- la division de la documentation et des archives.

SECTION 3 - LES SERVICES EXTERIEURS

Art. 23 : Les services centraux du ministère du commerce, de l'industrie et de l'artisanat sont représentés au niveau de chaque région économique par des directions régionales.

Les directions régionales sont chargées de l'exécution, sous l'autorité des directions centrales, de la politique sectorielle du département.

Art. 24 : La direction du commerce extérieur est représentée à l'étranger au niveau des missions diplomatiques.

SECTION 4 - LES INSTITUTIONS ET ORGANISMES RATTACHES

Art. 25 : Sont placés sous tutelle technique du ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, les institutions et organismes ci-après :

- l'Institut National de la Propriété Industrielle et de la Technologie (INPIT) ;
- l'Institut National de la Normalisation (INN) ;
- le Conseil Supérieur de Normalisation (CSN) ;
- l'Institut National du Contrôle de la Qualité et de la Métrologie (INQM) ;
- le Centre togolais des Expositions et Foires de Lomé (CETEF-Lomé) ;
- les Chambres Régionales des Métiers (CRM) ;
- le Conseil Supérieur de l'Artisanat (CSA) ;
- le Conseil National de la Concurrence et de la Consommation (CNCS) ;
- les Chambres Régionales de Commerce et d'Industrie du Togo (CRCIT).

Art. 26 : Les institutions et organismes rattachés sont régis dans leurs attributions, structures et fonctionnement, par les textes qui les ont créés.

CHAPITRE III - DISPOSITIONS DIVERSES ET FINALES

Art. 27 : Le directeur de cabinet, le secrétaire général et les directeurs sont nommés par décret en conseil des ministres, sur proposition du ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat.

L'attaché de cabinet, les conseillers techniques, les directeurs régionaux, les chefs de divisions et le chef du secrétariat particulier sont nommés par arrêté du ministre.

Art. 28 : Dans le cadre de la concertation avec les partenaires en développement, le ministre du commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat peut mettre en place des organes consultatifs qu'il juge indispensables à l'accomplissement de sa mission.

Art. 29 : Sont abrogées toutes les dispositions antérieures contraires à celles du présent décret, notamment le décret n° 2001-132/PR du 22 mai 2001 portant attributions et organisation du ministère du Commerce, de l'Industrie, des Transports et du Développement de la zone franche.

Art. 30 : Le ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel de la République togolaise.

Fait à Lomé, 28 octobre 2005

Le Président de la République
Faure Essozimna GNASSINGBE

Le Premier ministre
Edem KODJO

Le ministre du Commerce, de l'Industrie
et de l'Artisanat
Jean - Lucien SAVI de TOVE